

N°833

03 Mars 2021
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

Faire de l'Egalité une réalité

Le 8 mars, nous serons en grève avec les Femmes du monde entier pour refuser de payer le prix de la crise pandémique avec notre travail, notre salaire, notre corps.

Les confinements ont mis en lumière que les femmes sont indispensables au fonctionnement de la société et rendues invisibles en permanence : les femmes sont majoritaires dans les emplois du soin, de la santé, de l'éducation, du nettoyage, du commerce. Elles sont sous-payées, peu ou pas reconnues... Malgré les belles promesses, aucune négociation de fond n'a été initiée en ce sens ! Nous serons dans la rue pour réclamer la revalorisation des métiers à prédominance féminine et de réelles hausses de salaires ; pour nous élever contre notre exploitation ; pour l'égalité salariale femmes hommes et revendiquer un réel partage des tâches domestiques ; pour réclamer des logements décents et accessibles, des services publics accessibles sur l'ensemble du territoire ; pour réclamer un milliard pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles ; pour obtenir une ratification ambitieuse de la convention de l'OIT contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail ; pour dénoncer les discriminations, de genre, de classe, de race ; pour lutter contre la violence sexuelle, raciste et institutionnelle faite aux femmes migrantes, contre leur exploitation ; pour réclamer la liberté de mouvement à travers les frontières et un permis de séjour illimité et sans conditions ; pour que l'accès à l'avortement soit possible partout et même pendant le confinement ; pour que le délai légal soit étendu au-delà de 12 semaines. Nous serons en grève ce 8 mars, car sans les femmes, le monde s'arrête !



Branche Poste

La Poste, est un bien commun

En interne, puis publiquement, le président de La Poste annonce qu'il faut réduire les missions de service public.

En 2020, la distribution du courrier serait déficitaire pour la première fois depuis son origine, or, le courrier a toujours été la première source de recettes et a permis à La Poste de faire ses achats dans le colis et la bancassurance.

Le président de La Poste assure que les bénéfices de La Banque Postale et de la CNP n'ont pas vocation à financer les coûts des missions de service public.

Pour la CGT, la population a besoin de plus de services publics et de présence postale sur l'ensemble du territoire. L'avenir de La Poste mérite mieux qu'une discussion en commission parlementaire et c'est l'ensemble de la population qui doit être consultée.

Baisses et saupoudrages

La Poste, dans la droite ligne des négociations du moment, c'est muni de sa serpette pour s'attaquer au budget du COGAS.

Prétextant une baisse de la masse salariale de 7%,

La Poste a décidé d'amputer le Budget utilisé en 2020 de 8%, alors que près de 5, 5 M€ étaient restés non utilisés.

Pour rappel, le budget 2020 avait déjà été amputé par l'augmentation de la participation Ticket restaurant, en Juillet, malgré les demandes de compensation faite par la CGT.

La Poste ne se contentant pas d'avoir refusée les demandes de la CGT en octobre pour la mise en utilisation de la soule du budget 2020.

Ce salaire différé reste la propriété des Postières et des Postiers et doit continuer de permettre d'accéder aux loisirs et à la culture à des prix abordables.

Branche Télécoms

Excellents résultats !

Orange a publié ses résultats de 2020 : + 56% de son résultat net 5 milliards d'€, un chiffre d'affaires en hausse de 0,3% avec un cash-flow augmenté de 2 milliards d'€, inédit depuis 10 ans. D'excellents résultats expliqués par l'engagement total des salariés, ce qui n'a pas empêché la suppression de 4600 emplois.

Le plan d'économies «scale-up» d'1 milliard d'€, d'ici 2023, sur la masse salariale va faire payer aux salariés la générosité répétée des dividendes pour les actionnaires (+ de 80 cts pour l'année) un record depuis 10 ans !

La stratégie de suppressions d'emplois et de bouillottes, de recours massif à la sous-traitance est loin de sa « raison d'être » comme « entreprise responsable ».

La CGT s'oppose à ces orientations et au démantèlement de la maison-mère et exige, pour 2021, que la direction prenne autant soin de ses salariés que de ses actionnaires, elle appelle les salariés à s'inscrire dans toutes les actions proposées en mars.

Une politique de filialisation

Orange Concession s'inscrit dans une politique de démantèlement et de financiarisation à outrance d'Orange.

Les négociations viennent de se terminer et l'accord proposé ne garantit, ni le pouvoir d'achat des salariés, ni le dispositif social d'Orange.

Cette politique vise à choisir le moins disant social parmi les parties prenantes.

Grâce aux négociateurs CGT, l'accord proposé, a supprimé dans le texte la rétrogradation des statuts Dbis en D.

Cependant, dans les faits, certain cadres perdront bien leur statut. Un précédent lourd de conséquences pour les cadres alors que la Direction entame son projet de filialisation TowerCo dont le seul but est de venir en soutien au cours de bourse pour faire apparaître et valoriser les points hauts dans les comptes de l'Entreprise.

FLASH CADRES



FLASH CADRES

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Licencier par slide

La direction de l'Institut National de la Consommation (INC), établissement public qui édite *60 Millions de consommateurs*, a annoncé, le 11 février, un licenciement collectif via un slide Powerpoint diffusé en direct.

7 salariés ont donc appris qu'ils seraient licenciés, dans le cadre d'un plan, qui supprime par ailleurs 4 autres postes. Depuis plusieurs années, le ministère de l'Economie, tutelle de l'INC, ne subventionne plus les missions que le code de la consommation assigne à l'INC : soutien aux associations de consommateurs, éducation à la consommation et information du grand public.

En 4 ans, La contribution de Bercy a chuté de 40% et sera encore réduite de 15% en 2021.

La CGT exige la suspension immédiate du plan de transformation et demande qu'un véritable plan de développement et de relance soit élaboré, elle soutient le projet qui va être proposé par les élus du CSE.

Elections

La CGT gagne les élections

À France Télévisions, les élections au Conseil d'Administration (CA) ont eu lieu le 28 janvier dernier.

En dépit d'un contexte compliqué et d'une participation avoisinant seulement 24,5%, la CGT a confirmé sa place de 1^{er} syndicat avec 32.5% des voix, ce résultat récompense le travail au quotidien de nos élus et représentants.

Bien que cette instance soit considérée comme éloignée par les salariés, c'est pourtant au CA que se prennent les décisions pour l'entreprise.

La CGT sera là pour défendre les intérêts des salariés et les sujets sont multiples : Financement du service public, régionalisation et rayonnement des Outre Mers, lutte contre les « fake news » et le complotisme, plateforme de contenus... Nous pouvons compter sur l'engagement et la rigueur de nos élus pour affirmer nos valeurs communes.

Banque de France, la Cgt 1^{ère}

En plein contexte d'annonce de restructuration de la Banque de France, les élections qui se sont déroulées début février, ont renforcé la CGT à sa place de 1^{er} syndicat de l'Institution ! Avec 36,7% des voix, loin devant l'alliance syndicat autonome/FO, la Cgt progresse de plus de 6 points.

Le soutien massif du personnel envers la CGT démontre le fort rejet des orientations du gouvernement de la Banque de France, qui a pour projet la suppression de près de 1000 emplois d'ici 2024.

Suppressions d'emplois qui se feraient au mépris du Service Public, des besoins de la population et de l'économie, et dégraderaient fortement les conditions de travail et de carrières du personnel.

Avec ce score, le personnel crie non aux suppressions d'emplois et à l'externalisation des missions !

International

Tunisie : Solidarité avec la jeunesse

En Tunisie, une répression aveugle et des vagues d'arrestations se sont abattues sur des centaines de jeunes des quartiers populaires dans de nombreuses villes à travers tout le pays.

Ces jeunes qui subissent une paupérisation croissante ne font que réclamer ce qui, il y a dix ans, a donné lieu à la « révolution pour la dignité », à savoir : leur droit au travail, à la liberté, à la justice et à l'égalité.

La Cgt appelle toutes celles et tous ceux épris de démocratie, de liberté et de justice en Europe et de par le monde à faire pression sur les autorités tunisiennes afin que la révolution de 2011 ne se transforme pas en un cauchemar où les pratiques répressives du passé tiendraient lieu de réponse aux aspirations légitimes du peuple tunisien.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Une opportunité pour les salariés

L'arrêt du projet du terminal 4 de l'aéroport CDG, demandé par l'Etat à ADP, confirme le rôle stratégique d'Aéroport de Paris que ce soit dans l'aménagement du territoire, les échanges internationaux ou les enjeux environnementaux.

Sur ce principe, le gouvernement doit aussi abandonner tout projet de privatisation d'ADP. Cette décision balaye le projet antisocial de la direction d'ADP qui, sous prétexte de besoin d'investissements pour le Terminal 4, s'attaquait aux rémunérations et à l'emploi.

Le nouveau projet devra prendre en compte les besoins environnementaux et sociaux.

La CGT s'engage à soutenir avec les salariés un projet alternatif permettant la préservation de l'environnement, la création d'emplois, le développement des compétences et le partage des richesses pour les territoires et leurs populations.

Luttes

Quel avenir pour les cadres ?

Depuis plusieurs mois, le secteur de l'énergie est menacé par des projets destructeurs, Hercule à EDF ou Clamadieu à ENGIE, il s'agit de donner des gages aux intérêts privés. Le retour d'expérience démontre que le management est toujours en première ligne pour mettre en œuvre les restructurations et leurs mesures drastiques.

L'encadrement se retrouve alors en situation critique quant aux conditions de travail et à l'éthique. La reconnaissance financière et les niveaux de classifications sont de plus en plus décorrélés des responsabilités exercées, la définition d'emplois diminuée, les lettres de missions multipliées, toute augmentation générale rendue différenciée entre entreprises et les mobilités inter-entreprises devenues impossibles.

Les cadres de l'énergie ne partagent pas ces stratégies d'entreprises et entendent faire vivre leur droit d'expression et d'alternative.

Trop de chercheurs ?

En pleine crise sanitaire, Sanofi, qui bénéficie d'aides publiques et en particulier du Crédit Impôt Recherche (CIR 130 millions €/ an depuis plus de 10 ans), vient d'annoncer la suppression de 1600 postes, dont 364 postes Recherche et Développement en France.

Le CIR, 6 milliards d'€/an, fait partie de l'investissement consenti par les gouvernements successifs qui vise à consacrer 3% du PIB pour la recherche.

Malgré cela, la France ne consacre que 2,2% de son PIB à la recherche.

La politique de Sanofi montre de façon éclatante l'inefficacité de ces aides publiques, sans évaluation, ni contrepartie, aux grands groupes industriels, les aides publiques leur servent essentiellement à accroître leurs profits.

Égalité

La recherche au féminin pluriel

Le 11 février, la CGT s'est associée à la journée internationale des Femmes et des Filles de science. Moins de 30 % des chercheurs dans le monde sont des femmes. En France, plafond de verre, inégalités salariales, loi LPR et invisibilité des femmes de sciences sont habituels. Au CNRS, 35% sont des chercheuses et dans l'enseignement supérieur, les femmes représentent 27% des enseignants chercheurs. Dans l'ESR, en moyenne, une enseignante-chercheuse perçoit un salaire inférieur de 10% à celui d'un homme, dans les entreprises, le salaire brut médian des femmes ingénieurs est inférieur de 22%. La Loi de programmation de la recherche 2021-2030 avec les chaires de professeur junior et les CDI de mission scientifique précarisent davantage les femmes. La CGT milite aussi pour la visibilité des découvertes des femmes scientifiques.